



d'aide aux réfugiés et aux détenus d'opinion en Syrie

+ 20 ans de soutien aux victimes de la dictature des Assad

٢٠ عاما من مساندة ضحايا ديكتاتورية عائلة الأسد

Newsletter n°33 - Mai 2026

Comité de rédaction : CA Revivre

www.association-revivre.fr

EDITO

Le pays récupère ses enfants !

Pour la première fois depuis des décennies, **de jeunes Syriens ressentent la responsabilité de rebâtir leur pays**, avec désormais **un sentiment d'appartenance nationale jamais vécu auparavant**.

Concerts (même dans les parcs)[1], expositions artistiques et photographiques, cercles de discussion[2] regroupant des personnes venant de tout le pays, signature de livres[3] dans des lieux improvisés...

Les différentes ligues des victimes et des disparus[4] coordonnent leurs efforts, partagent leurs bases de données et interviennent auprès des commissions nationales[5] afin de donner leurs points de vue concernant le traitement des dossiers des disparus et de la justice transitionnelle. Ce faisant, elles consacrent le rétablissement de l'État que ce soit en matière de droit ou en matière d'exercice de la citoyenneté afin que la loi soit appliquée à tous, sans exception. Lorsque des manifestants se font attaquer par des groupes radicaux liés aux nouvelles autorités[6], ils font généralement recours à la justice. En effet, les militants rassemblés devant le parlement pour protester contre le massacre à Soueida[7] et qui avaient été attaqués le 18 juillet 2025 par des inconnus pro-régime ont porté collectivement plainte pour violence contre une personne identifiée dans les vidéos qui avaient circulé sur les réseaux sociaux[8].

La population a dénoncé dans divers cas d'anciens bourreaux, d'anciens informateurs et d'anciens criminels[9].

Des dizaines d'associations et collectifs, dont plusieurs existaient clandestinement avant la chute d'Al Assad, ont tenu à avoir un statut légal et font des activités remarquables[10]. **La société civile fait d'énormes efforts pour se faire entendre dans les quatre coins du pays**, prônant la paix civile, la formation de syndicats indépendants du pouvoir, la reconstruction (dans ses deux volets : matériel et humain). Des hôpitaux et des écoles sont restaurés et équipés par des expatriés ou d'anciens expatriés ou déplacés[11], retournés dans leurs localités.

Ce panorama très réduit est basé sur des constatations personnelles de terrain et non sur ce que publient les réseaux sociaux[12].

S'il y a un espoir pour que la Syrie revienne un jour au rang des nations apaisées, il est bien basé sur les efforts déployés par ses enfants.

Randa BAAS
Administratrice de Revivre

[1] Syrien N'est fait à Doumar, près de Damas : (11) [Manzoul - بالتعاون مع](#) [Syrien n'est fait](#) [الجيران نزلوا ع](#), [Facebook](#), (4) [Instagram](#), concerts dans le jardin de Jahez, " [الصوت - YouTube](#), exposition des Creative Memory for Syria qui continue sa tournée après Damas, Alep, et Idlib et à Lattaquié en ce moment.

[2] Tels que le Forum Salameh Keileh, celui de Riad Seif, Forum Nissan à Jaramana, etc.

[3] À titre d'exemple, l'écrivain et traducteur Odaï Zo'bi a signé dernièrement son dernier livre à Doumar, à Dareya et à Tartous.

[4] Familles de César, Familles for Freedom, Fédération Syrienne des droits humains, Comités de Défense des Libertés Démocratiques et des Droits de l'Homme en Syrie, Conseil de la Femme Syrienne, Syrians for Truth and Justice, The Syria Campaign, Association des détenus et de disparus de Sednaya, Women Now for Development, Syrian Center for Media and Freedom of Expression...

[5] Commission Nationale pour les disparus et Commission Nationale de Justice Transitionnelle.

[6] Manifestations contre diverses décisions relatives à la vie chère, pour demander l'application de la loi, pour la dignité, telle celle appelée « Loi et dignité » devant la préfecture de Damas du 17/04/2026.

[7] [1113620-774916626.jpeg \(1368x911\)](#).

[8] La journaliste Zeina Shahla a été filmée lors de son agression verbale [The verbal assault on journalist Zeina Shahla is a dangerous indicator of the state of freedoms in Damascus.](#) - [تيار المستقبل السوري](#).

[9] Quelques noms : Atef Najib, Amjad Youssef, certains responsables des services secrets de l'ancien régime.

[10] Telles que Bidayetna, The Day After, Women Now for Development, Rethink Rebuild Association...

[11] La création de l'Ecole Professionnelle de Palmyre que Revivre soutient n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres : hôpital de Ma'arrat al No'man, hôpital de Jisr al Choghour, hôpital al Walid à Homs, hôpital de Tadmor (Palmyre)...

[12] Sur les réseaux sociaux circulent beaucoup d'informations qui grossissent ou déforment des événements, dont le but est surtout de nuire au ou aux activistes démocrates et au régime actuel qui, certes, ne fait pas une transition sans faute, mais relativement à la situation politique du pays extrêmement compliquée, parvient à améliorer le climat de confiance (on part de très loin).



brèves

Il est impossible de reproduire de façon équilibrée l'actualité syrienne au travers de quelques brèves. Celles-ci vous invitent à aller plus loin grâce à des sources fiables.

La diplomatie libanaise condamne la tentative présumée d'attaque du Hezbollah depuis la Syrie. Le ministère libanais des Affaires étrangères a condamné « les tentatives visant à déstabiliser et à porter atteinte à l'ordre public en Syrie, révélées le 19 avril par le ministère syrien de l'Intérieur ». Source : L'Orient - Le Jour - 20.04.2026

Un Syrien de 34 ans a été écroué à Paris pour complicité de crimes contre l'humanité en Syrie - Le trentenaire, qui résidait « depuis plusieurs années en France », est poursuivi pour « atteintes volontaires à la vie, emprisonnements ou toute autre forme de privation grave de liberté, tortures, disparitions forcées, autres actes inhumains, commis en Syrie entre mars 2011 et décembre 2015 », a indiqué à l'AFP le parquet national antiterroriste (Pnat). Cette enquête préliminaire a été lancée après « un signalement des autorités de l'asile », a expliqué le Pnat, compétent en matière de crimes contre l'humanité. « Dans le cadre des investigations, le Pnat a bénéficié de la coopération de plusieurs autorités judiciaires européennes, de mécanismes d'enquête onusiens et

d'organisations non gouvernementales syriennes et internationales », a précisé le ministère public. *Source : AFP - Médiapart. 24.04.2026*

Le cimentier Lafarge, ainsi que l'ensemble des huit autres prévenus dont l'ancien dirigeant du groupe, Bruno Lafont, ont fait appel de leur condamnation pour financement du terrorisme en Syrie en 2013 et 2014. Tous avaient été reconnus coupables, le 13 avril, par le tribunal correctionnel de Paris, d'avoir versé en 2013 et 2014 près de 5,6 millions d'euros à des groupes djihadistes armés afin de maintenir l'activité d'une cimenterie à Jalabiya, dans le nord de la Syrie. *Source : Le Monde avec AFP - Publié 28.04.2026* (ndlr : un candidat du Front National a été mis en cause pour avoir supervisé la collaboration de Lafarge avec Daesh et Jabhat al-Nosra).

Israël compromet les efforts de sécurité. Le représentant permanent de la Syrie auprès des Nations Unies, Ibrahim Olabi, a affirmé que les pratiques de l'occupation israélienne dans le sud de la Syrie compromettent les efforts entrepris par la Syrie pour instaurer la sécurité et la stabilité, soulignant la nécessité de mettre fin aux violations et aux projets de l'occupation. Il a souligné que les forces d'occupation empiètent sur les villages et les terres agricoles, déracinent les arbres, pulvérisent les cultures et les forêts avec des produits chimiques inconnus, menacent la vie et les moyens de subsistance des hommes et femmes syriens, établissent des fortifications et des barrières de terre, et contrôlent les ressources en eau syriennes pour les acheminer vers les colonies du Golan syrien occupé. *Source : SANA - 29.04.2026*

La Syrie permet à l'Irak d'exporter son pétrole sans passer par le détroit d'Ormuz. L'Irak et la Syrie ont signé un contrat inédit début avril. Le pétrole irakien, dont l'exportation est cruciale pour l'économie du pays, peut désormais être acheminé par camions-citernes via le territoire syrien, jusqu'à une raffinerie située sur la côte méditerranéenne... Plusieurs centaines de milliers de tonnes de brut devraient y transiter, notamment à destination de l'Europe...

L'accord est essentiel pour Bagdad, dont l'économie dépend à 90% de ses exportations pétrolières. Il rouvre un itinéraire à l'arrêt depuis plus de vingt ans. Les derniers flux de pétrole irakien via la Syrie remontent au début des années 2000... La raffinerie de Baniyas avait été mise à l'arrêt à cause de la guerre. Là aussi, il faut tout réaménager, construire les stations de pompage nécessaires, réhabiliter une trentaine de citernes de stockage. Au total, la Syrie devrait recevoir près de 30 000 tonnes de brut irakien par jour. Une partie est utilisée pour les besoins internes du pays, le reste est destiné à l'exportation... *Source : Radio France - 27.04.2026*

Walid Joumblatt de nouveau à Damas : réconcilier le « Grand Liban » et la « Syrie unifiée ». La visite est intervenue à la veille de l'ouverture de procès public contre des responsables du régime déchu de Bachar el-Assad, dont Ibrahim Houeija, accusé d'avoir orchestré l'assassinat du fondateur du Parti Socialiste Progressiste (PSP) Kamal Joumblatt, père de Walid. La visite se lit à l'aune de son timing et de son contexte, sur fond d'évolutions régionales, notamment face aux risques israéliens croissants qui menacent à la fois le Liban et la Syrie... « *Alors qu'il agit au Liban sous le mot d'ordre de "protection du Grand Liban", Walid Joumblatt défend pour la Syrie le maintien de l'esprit de la "Grande révolte syrienne" de 1925, fondé sur l'unité et la diversité, et rejette toute tentative de fragmentation* », résume une source proche du leader druze. *Source : L'Orient - Le Jour - 27.04.2026*

Le Forum d'Antalya renforce la présence diplomatique de la Syrie. La participation du président Ahmad Al-Charaa au Forum diplomatique d'Antalya s'inscrit dans une dynamique diplomatique intense... Il a rappelé que cette dynamique s'est illustrée par la visite du président ukrainien Volodymyr Zelensky à Damas, puis par la réunion du Conseil de coordination jordano-syrien à Amman, où plusieurs propositions ont été avancées concernant l'énergie, les transports et les communications. *Source : SANA - 22.04.2026*

Liberté d'expression, d'association et de réunion - Tout au long de l'année, des organisations de la société civile syrienne et de nouveaux médias indépendants ont été enregistrés et ont ouvert des bureaux à Damas et ailleurs dans le pays, après des décennies de restrictions écrasantes de l'espace civique sous le régime de Bachar el Assad. Des lois répressives continuaient cependant de permettre aux autorités de poursuivre des personnes pour des faits relevant de la liberté d'expression. Le 31 juillet, par exemple, les autorités ont intenté une action en justice contre la journaliste Nour Suleiman pour «

diffusion de fausses nouvelles », parce qu'elle avait exprimé en ligne son opinion sur l'enlèvement de femmes et de filles alaouites et d'autres attaques visant cette population. Des organisations syriennes et internationales ont pu organiser des événements publics sur des problèmes de droits humains dans différentes parties du pays. Vers la fin de l'année, cependant, des autorités locales ont de plus en plus exigé qu'une autorisation soit demandée avant la tenue de tels événements. *Source : Extraits du Rapport annuel d'Amnesty International sur la Syrie - 2026.*

En mai, les autorités ont mis en place une Commission nationale pour les personnes disparues - D'après des estimations, plus de 100 000 personnes auraient disparu en Syrie entre 2011 et 2024. Des avocat-e-s ont signalé au moins trois nouveaux cas de disparition forcée au cours de l'année... En juin, le gouvernement a suspendu le tribunal antiterroriste, utilisé par le gouvernement de Bachar el Assad pour juger les opposant-e-s présumés au régime en faisant fi des normes d'équité. Le ministère de la Justice a annoncé en octobre l'annulation d'au moins 287 000 condamnations prononcées par les tribunaux militaires et antiterroristes de l'ancien gouvernement. Ont été incluses dans ces annulations des condamnations fondées sur des chefs d'accusation communément utilisés pour sanctionner l'exercice de droits fondamentaux (offense au chef de l'État, outrage à l'armée, participation à des manifestations...). *Source : Extraits du Rapport annuel d'Amnesty International sur la Syrie - 2026.*

4,2 millions d'élèves ont repris le chemin des classes pour l'année scolaire 2025 à 2026, mais cette reprise masque l'ampleur des dégâts structurels. Sur environ 19 400 écoles existant avant la guerre, près de 7 900 seraient partiellement ou totalement détruites, rendant près de 40% des établissements inutilisables. L'UNICEF estime que 2,4 millions d'enfants en âge scolaire restent hors de l'école, un chiffre qui mesure l'ampleur de la crise de l'apprentissage. Malgré ces déficits, les agences onusiennes ont élargi les réponses d'urgence, l'UNICEF dit avoir soutenu 458 000 enfants en 2025 via la scolarisation formelle... *Source : Executive Magazine - 22.04.2026*

La Syrie a connu ces dernières semaines d'importantes précipitations ayant touché la majorité des gouvernorats, entraînant une nette amélioration de la situation hydrique après une année précédente marquée par la sécheresse et la rareté des pluies... Les effets des précipitations ne se sont pas limités à la source d'Al-Fijeh (alimentant Damas), mais se sont étendus à l'ensemble des barrages dans les différentes régions syriennes, où les niveaux de stockage ont considérablement augmenté, certains barrages atteignant des niveaux proches de leur capacité maximale... Par ailleurs, ces précipitations ont contribué à la recharge des nappes phréatiques, un processus essentiel pour garantir la durabilité des ressources en eau à long terme, en particulier dans les régions dépendantes des puits comme principale source d'approvisionnement. *Source SANA – 26.03.26*



FOCUS

Le gouvernement israélien a approuvé un plan quinquennal allouant 334 millions de dollars à la réinstallation de milliers de civils israéliens vers le plateau du Golan.

Le cabinet israélien a approuvé le plan visant à développer la colonie de Katzrin, fondée en 1977, pour en faire ce que les responsables ont décrit comme la « première ville » du Golan ; l'objectif déclaré est d'accueillir 3 000 nouvelles familles de colons israéliens dans ce territoire occupé, d'ici 2030... les États-Unis sont le seul pays au monde à reconnaître l'annexion « présumée » de ce territoire par Israël...

Depuis 1967, les autorités israéliennes ont refusé aux Syriens déplacés le droit de retourner dans leurs foyers dans le plateau du Golan occupé, et y ont détruit des centaines de villages et de fermes. Le gouvernement syrien estime que le nombre de Syriens déplacés et leurs descendants s'élève à des centaines de milliers de personnes...

Les forces israéliennes ont construit des installations militaires à proximité de ces villages et ont indiqué leur intention de rester indéfiniment, rendant de facto impossible tout retour concret des habitants. Ces forces ont également clôturé des terres agricoles, des pâturages et des sources d'eau, privant ainsi les familles de leurs moyens de subsistance qui étaient transmis d'une génération à l'autre ; elles ont aussi rasé de vastes portions des réserves forestières des villages. Les forces israéliennes ont également arrêté arbitrairement des civils syriens, et les ont transférés en Israël, où ils sont détenus sans inculpation et au secret. *Source HRC – 28.04.26*

Pour en savoir + => <https://www.hrw.org/fr/news/2026/04/28/israel-un-plan-financerait-des-crimes-de-guerre-au-golan-territoire-occupe-en-syrie>



*Carte du Golan syrien occupé (rose)
et des zones d'occupation d'Israël
au Liban et en Syrie (en vert "VN-Zone")*

DOUHA AL MAARI
AVEC
TRISTANE DE CHOISEUL

La rebelle d'Alep



Douha 1962-2026

Avec une grande tristesse, nous avons dit notre dernier Adieu, le 24 avril 26 à notre amie **Douha Ramadan (alias Al Maari)**. Douha nous a quittés trop tôt, après une vie dense et pleine d'enthousiasme, de combats et de rébellion.

Sa révolte contre le patriarcat, avec son cortège de violences conjugales et l'oppression sociale qui en découle l'ont poussée à divorcer et à quitter sa ville d'origine, Alep, pour s'installer à Damas, comme mère célibataire, élevant ses deux enfants.

Sa prise de position contre le régime d'Assad et sa participation pacifique à la révolte des Syriens en 2011, l'ont précipitée dans l'exil, passant de pays en pays, le Liban, l'Égypte, la Turquie, où son cancer a été découvert, puis la Grèce, l'Italie, et enfin la France !

Arrivée en France en 2015, elle est reconnue comme réfugiée politique. Ne pouvant pas se contenter des aides sociales, elle s'est lancée dans une activité professionnelle comme cuisinière dans une cantine d'entreprise à Montreuil-sous-Bois (93), en créant, en parallèle, sa propre entreprise.

La vie ne lui a rien épargné. Quelques mois avant qu'elle ne puisse obtenir la nationalité française, lui permettant de pouvoir voyager en Égypte pour voir son fils, malade, elle reçoit la nouvelle de son décès. Elle a continué à subvenir aux besoins de son petit-fils resté là-bas.

Son combat contre la maladie n'a jamais cessé, récidive après récidive, avec toujours le même sourire, la même ouverture d'esprit et le même optimisme, jusqu'à son dernier souffle.

A Revivre, nous connaissons bien Douha. Elle a participé à plusieurs de nos événements, avec ses mets traditionnels syriens, toujours avec une touche personnelle agréable. Elle était tellement fière de nous inviter au lancement de son livre « **La rebelle d'Alep** », paru en 2022 (Albin Michel), avec Tristane de Choiseul (présidente de l'association Les Champs de Booz).

Nous gardons pour elle une grande estime et un grand respect pour son sourire, sa gentillesse et pour tous les combats qu'elle a menés avec tant de courage.

Retour sur les assemblées générales 2026

Notre assemblée générale « ordinaire » de l'exercice 2025 - qui s'est déroulée le samedi 11 avril à Paris 20° - a été précédée d'une assemblée générale « extraordinaire ». **Extraordinaire**, c'est le terme requis pour une assemblée générale appelée à voter une modification des statuts de l'association. Le motif était pour le moins peu « ordinaire », car Revivre a introduit dans son objet social la possibilité de **se constituer partie civile dans des procès** en France et à l'étranger, concernant les responsables de « *crimes contre l'humanité, de tortures, de disparitions forcées, les crimes de guerre, les génocides, les crimes d'agression, de manière générale tous crimes contre l'humanité ou toute violation du droit humanitaire et des droits humains et l'incitation à ceux-ci en lien avec la Syrie* ».

Depuis plus de 20 ans Revivre soutient les victimes des régimes Assad venues chercher refuge en France en demandant la protection internationale du droit d'asile. Bachar est parti, et certains pensent que l'affaire est bientôt close, et qu'il faudrait passer à autre chose (surtout les nombreux amis français des Assad). Mais **les victimes sont toujours des victimes, cela ne s'efface pas.**

Et que dire des centaines de milliers de morts et de disparus, qui ne sont pas là pour demander réparations ! Le temps est maintenant venu de poursuivre et de juger tous les responsables, partout où ils se cachent, au nom de ces victimes, en Syrie et en dehors de la Syrie. Cela durera autant qu'il le faut car plusieurs générations porteront ce fardeau.

Se constituer partie civile, c'est **représenter tous ceux qui ne peuvent plus parler**, c'est rompre la solitude de la condition de victime. Revivre poursuit ainsi - d'une autre manière - son soutien concret aux victimes et son plaidoyer pour le respect des droits humains. Des affaires sont/seront jugées en France (grâce à la compétence universelle, parce qu'une victime est française, etc), Revivre portera alors la voix de ces sans voix.

Cela valait bien une assemblée générale « extraordinaire » qui a voté – à l'unanimité – cette modification des statuts de Revivre !



Table-ronde « la Syrie en quête de justice et d'unité »



La table-ronde qui a suivi nos assemblées générales a réuni **Ingrid Metton, avocate du Cabinet Chango**, et **Ussama Uthman dit « Sami » (directeur exécutif de Caesar Files for Justice, exfiltrateur des photos du dossier César*)**, sur le thème de « la Syrie en quête de justice et d'unité », animé par Roman Foy, administrateur de Revivre (traduction par Alaa Abdelwahab).

Ussama Uthman a dressé un court tableau de la situation de l'appareil judiciaire actuellement en Syrie, car peu de chose ont vraiment changé : les textes juridiques sont les mêmes, les fonctionnaires de la justice ont presque tous conservé leur poste (ndlr : on notera que plusieurs dizaines de fonctionnaires ayant pris la fuite sous Bachar ont été réintégrés), les débuts des différentes commissions dont celle de la justice transitionnelle qui a lancé un premier procès contre Bachar. Rappelons que les crimes de contre l'humanité,

de tortures, de disparitions forcées, les crimes de guerre, les génocides n'existent pas jusqu'alors dans le droit syrien, et qu'il n'y a pas encore de parlement pour instituer une nouvelle législation. Tout cela n'avance pas vite, mais on part de très loin et toutes les infrastructures du pays sont à plat (l'argument ne pourra pas durer éternellement...).

De son côté, **Ingrid Metton** a rappelé l'intérêt de juger en France les criminels des régimes Assad ; d'une part car il y a des victimes ou des personnes juridiques (physiques ou morales) impliquées dans ces crimes qui peuvent être de nationalité française et, d'autre part, car l'arsenal juridique français est complet et fonctionnel pour juger correctement ces affaires avec les outils de la compétence universelle, contrairement à la Syrie. Les 40 années de dictature des régimes Assad ont eu des conséquences internationales, et c'est pourquoi la justice internationale doit aussi passer pour réparer et éviter la répétition.

Manifestez votre soutien à notre plaidoyer, ADHÉREZ à Revivre !



en SYRIE



Les premiers élèves entrent à l'École Professionnelle de Palmyre

Début juin 2026, **les 16 premiers élèves feront leur rentrée** à l'École Professionnelle de Palmyre - 8 jeunes femmes et 8 jeunes hommes âgés entre 18 et 22 ans - vont commencer la session de formation Administration-Bureautique.

Ce thème a été retenu en premier car il y a une très forte demande en secrétariat administratif dans la fonction public et dans les entreprises, en particulier étrangères qui commencent à s'implanter.

Pendant ces 15 années du conflit, ces jeunes sélectionnés ont réussi - cahin-caha - à atteindre le niveau de scolarité du collège (y compris dans les camps de Roukban et de Killi soutenus par Revivre), et n'ont pas pu poursuivre leurs études du fait de la guerre et du manque de moyens financiers. La lecture, l'écriture et le calcul sont des matières acquises, il faut maintenant les appliquer aux métiers administratifs (rédiger des courriers, gérer des tableaux de dépenses-recettes, construire des fichiers de suivi, etc). Cette première session va durer 3 mois, dans un format intensif de 28 heures de cours par semaine (en Syrie, les cours sont habituellement de 9 heures par semaine...).

Le bâtiment qui accueille cette école est presque complètement réhabilité, il ne restait que les murs. Il aura donc fallu **moins d'une année** pour que la nouvelle association locale Tadmorna de Palmyre concrétisent ce projet pour la jeunesse syrienne et pour le développement économique du pays !

Vos dons, quelques subventions, les dons locaux en nature et surtout **l'engagement volontaire des palmyriens a permis ce premier résultat**. Le

développement de cette école continuera de dépendre quelques temps de vos dons...

**Merci de continuer à accompagner le développement
de cette école professionnelle**



vous recommande

Après l'exil, revenir en Syrie

Un podcast de FranceInter (37 min) **Dix ans après l'exil, une famille syrienne refait le chemin inverse vers son pays.** Derrière ce retour, la Syrie est-elle aujourd'hui en mesure d'offrir un cadre durable à ceux qui songent à revenir ? **Oussama Chourbaji**, pharmacien, ancien détenu du régime Assad, ancien co-fondateur du Conseil national Syrien, et directeur de l'ONG MARS qui intervient dans le nord-est et dans le nord-ouest de la Syrie, est l'invité d'un jour dans le monde.

Pour écouter le podcast de France Inter (36min)



vous attend

VOUS CONVIE À LA
**FÊTE DE LA
MADELON**

VENEZ DÉGUSTER SUR LE STAND REVIVRE
UN MENU SYRIEN CONCOCTÉ PAR NOS SOINS

**SAMEDI & DIMANCHE
06 & 07 JUIN 2026**

**FONTENAY-SOUS-BOIS
AU VILLAGE DE LA SOLIDARITÉ
EN BAS DU PARC DE LA MAIRIE**

M MÉTRO LIGNE 1
BUS PUIS LE BUS N° 124
A RER LIGNE A

STATIONS :

- CHÂTEAU DE VINCENNES
- ANDRÉ TESSIER
- FONTENAY-SOUS-BOIS

ندعوكم إلى
**عيد
ماديلون**

تعالوا لتذوق قائمة طعام سورية
من إعدادنا في جناح Revivre

**السبت والأحد
06 و 07 يونيو 2026**

**فونتيني-سو-بوا
في قرية التضامن
أسفل حديقة البلدية**

M مترو الخط 1
ثم الحافلة رقم 124
A قطار RER الخط A

المحطات :

- شاتو دو فينسن
- أندري تيسية
- فونتيني-سو-بوا

Fête de la Madelon
Fontenay-sous-Bois
Samedi 6 et dimanche 7 juin 2026

Revivre vous attend pour un déjeuner syrien...

Table ronde

samedi 6 juin 2026
16h15 à 17h15

Témoignage de Syrie :

le rôle de la société civile dans un pays en tension

Association Revivre

100 boulevard de Belleville, 75020 PARIS

Pour recevoir la Newsletter de Revivre : newsletter@association-revivre.fr

This email was sent to {{ contact.EMAIL | default : "newsletter.revivre@gmail.com" }}
You've received it because you've subscribed to our newsletter.

[Unsubscribe](#)

